

Embargo: 17 novembre 1991, 17h00

Seul le texte parlé fait foi.

Allocution  
de M. René Felber  
Vice-Président du Conseil fédéral

à l'occasion de la  
Cérémonie de clôture  
du 700ème anniversaire de la Confédération

Bâle, le 17 novembre 1991



Mesdames, Messieurs,

C'est avec plaisir que je suis aujourd'hui avec vous pour la clôture des festivités du 700ème anniversaire de la Confédération. Cette année a donné l'occasion à tout un peuple de s'exprimer, et il en a profité. Un thème a été donné et les moyens financiers accordés ont permis à chaque région, à chaque village de ce pays de manifester en toute liberté son attachement à ses coutumes, ses traditions, ses mythes, ses espoirs, ses angoisses, son imagination, sous des formes aussi diverses que sont diverses les différentes parties de cette Confédération de 26 Etats. Le pari a été gagné.

Et la Suisse et son peuple ne se sont pas contemplés béatement. Ils ont été humbles avec leur histoire, ouverts sur les autres et le monde. Ils ont été créatifs et ont su faire sa part à la réflexion critique. Bref, ils ont prouvé que la Suisse existait et qu'elle était prête et capable d'affronter les défis qui l'attendent. Une Suisse égoïste et repliée sur elle-même ne serait plus la Suisse.

Le public ne s'y est pas trompé qui est venu et a aimé.

J'aimerais remercier ici tous ceux qui se sont engagés, qui y ont cru, qui ont donné de leur temps et qui ont fait que partout, cette année, il s'est passé quelque chose en Suisse, sans oublier tous nos compatriotes de l'étranger qui n'ont pas ménagé leurs peines pour donner de leur pays une image dynamique, celle qu'ils ont gardée dans leur coeur.

Faute de pouvoir tout énumérer, j'aimerais cependant rappeler la Journée d'ouverture à Bellinzone, dans la partie italienne de la Suisse où, sur la colline, un château se dresse, chargé d'histoire, témoin des luttes pour ce passage-clé, le Gotthard, qui fait que depuis l'Antiquité on ne peut pas nous éviter, passage qui

est une des raisons des premiers pactes ayant donné naissance à la Confédération. C'est aujourd'hui encore un point central des négociations européennes et il nous rappellera toujours que nous ne pouvons pas nous dérober lorsqu'il s'agit de l'aménager et de participer à la construction de l'Europe. Les 26 oriflammes surmontant la tente Botta, qui a su si bien s'intégrer au site, sont un cri d'espoir. La magie que la population a créée par les illuminations constituées de traditions et de savoir-faire a transformé cette journée et cette nuit en un moment privilégié, comme si le temps s'était arrêté et qu'il était permis de rêver. Le passé et le présent s'étaient donné un rendez-vous saisissant dans la juxtaposition du château et de ce qui allait devenir, tout au long de cette année, un des symboles du 700ème, la tente Botta.

A Lausanne, la Fête des quatre cultures a montré qu'Alémaniques et Romands, ensemble, et grâce à la danse, en faisant appel à des musiques du monde entier, les mariant à la musique suisse, ont trouvé un rythme, une cadence, un élan, une harmonie que nous souhaiterions voir transportés dans les débats politiques.

A Berne, au sein même du Palais fédéral, sous le thème des relations internationales, des personnalités européennes ont dit leur respect pour notre pays et leur espoir de le voir construire avec elles une Europe démocratique.

Au Grütli, sortant de la brume, débarquant d'un ponton, marchant en colonne sur un sentier creux, des citoyens se sont rassemblés, tout simplement, venant de tout le pays, pour être là, ce jour-là, ensemble, et se souvenir.

A Sils Maria, l'Europe était conviée. Et de tous les pays qui forment la grande Europe ils sont venus, éblouis par la lumière et le soleil de l'Engadine. Tous ces responsables des destinées de leurs pays se sont interrogés sur l'épopée européenne.

Mais à Sils Maria toujours, les jeunes de toute l'Europe étaient venus, eux aussi, avant les grands, et ensemble, pendant une semaine; ils se sont rencontrés, ils ont parlé, ils ont flirté, ils ont écouté, ils ont questionné au nom de "Spiert aviert". Cette voix qu'ils ont fait entendre, leur désir de construire une Europe fraternelle, leur espoir dans l'avenir, doivent nous inciter à avoir un esprit ouvert sur le monde que nous leur préparons.

Non, les Suisses n'ont pas perdu le sens de la fête, comme ils n'ont perdu ni le goût de la commémoration de leur passé, ni la disponibilité de réfléchir sur eux-mêmes, sur leur pays et sur leur avenir.

Tout au long de cette année, la Suisse s'est aussi interrogée, a été secouée par des remises en question, s'est flagellée, s'est mise à douter d'elle et de tout. Tout a été critiqué, des institutions aux autorités politiques. Son beau costume s'est mis à craquer de toutes parts. Tout a été dit, elle a exorcisé ses fantasmes. Il est bon de se remettre en question, mais c'est sans sinistrose qu'il faut aborder les problèmes de fond. Notre pays n'est pas le seul à s'accorder une pause de réflexion devant des choix historiques. De là à conclure à une crise généralisée de nos institutions, voire à une crise d'identité, c'est ne plus croire en soi. Il faut des transformations pour améliorer le fonctionnement de notre système. Elles sont même devenues nécessaires si nous ne voulons pas perdre pied face à l'internationalisation des problèmes et à l'accélération des événements qui caractérisent le monde d'aujourd'hui. Mais elles devront se faire avec un esprit constructif et dans le pragmatisme qui nous caractérise.

Des problèmes graves se posent dans ce pays: la situation financière et économique de certains de nos compatriotes, celle de beaucoup de femmes seules avec charge d'enfants, celle des petits rentiers, celle des familles. Nous voyons se creuser un fossé toujours plus profond entre riches et pauvres, des

gens de plus en plus isolés dans une société qui se déshumanise, des vieux obérés, des jeunes en désarroi.

C'est pour ceux-là que nous devons nous mobiliser. Ce sont ceux-là qui devraient avoir droit à des colonnes entières dans les journaux. Nous devons réapprendre à être plus solidaires. Nous devons nous adresser à tous les laissés-pour-compte. Nous devons réveiller tous les abstentionnistes et les inciter à se préoccuper de l'avenir, de leur avenir.

Ce n'est pas un hasard si nous fêtons la clôture officielle du 700ème dans cette ville de Bâle. C'est un hommage qu'il fallait rendre à une ville, à une région qui puisent dans leurs racines profondément nationales la force, la volonté et l'intérêt de s'ouvrir à ses voisins. La pratique de la coopération transfrontalière doit être un exemple pour l'ensemble du pays. La réussite de la Regio Basiliensis à un niveau régional montre que les Suisses n'ont pas attendu la dernière décennie du siècle pour s'adapter à de nouvelles exigences. L'imagination est plus une affaire de mentalité que d'institutions. C'est de cela que notre pays a le plus besoin aujourd'hui, d'imagination et de courage.

Mesdames et Messieurs, le destin qui préside à l'histoire des pays a voulu que la Suisse fêtât son 700ème anniversaire à une époque extraordinaire où un ancien monde est en train de faire place à un monde nouveau. Ce que nous avons appelé de nos vœux, des décennies durant, se déroule sous nos yeux. Nous connaissons notre devoir historique à l'égard de l'Europe et nous ne perdons pas de vue que notre sécurité est indissociable de l'établissement de républiques démocratiques et prospères sur l'ensemble du continent.

Le Conseil fédéral vient de prendre deux décisions qui vont déterminer, pour longtemps, l'avenir européen de la Suisse, si le peuple lui donne son soutien:

- la première, celle d'accepter le résultat de la négociation EEE qui s'est achevée le 21 octobre à Luxembourg;
- la seconde, celle de fixer comme objectif de la politique d'intégration de la Suisse une adhésion pleine et entière à la CE.

### Au sujet de l'EEE

C'est une étape importante sur notre chemin vers l'Europe. Très prochainement, dans une année peut-être, le peuple et les cantons devront décider si oui ou non la Suisse doit franchir cette étape. Pour sa part le Conseil fédéral a fait son choix et indiqué clairement la voie à suivre: il le faut. Pourquoi cette décision ? J'y vois au moins trois raisons:

- une raison économique d'abord, car l'EEE va ouvrir la porte du Marché unique à nos concitoyens et à nos entreprises dès 1993;
- une raison de politique intérieure ensuite, car l'EEE va nous amener à moderniser les conditions-cadre de notre économie et de notre société en les rendant euro-compatibles;
- une raison de politique extérieure, car l'EEE, quoi qu'on puisse dire de ses institutions, va créer une association étroite entre la Suisse, ses partenaires de l'AELE et la CE. Or, la CE est notre principal partenaire économique et notre interlocuteur politique le plus important.

Grâce à l'EEE, nous aurons l'occasion de traduire dans les faits, concrètement, notre volonté de solidarité européenne. Il est justifié, à propos de l'EEE, de parler de solidarité. L'Espace n'est pas seulement, comme on l'entend parfois, celui des économies d'échelle, des concentrations d'entreprises et des restructurations industrielles. Il comportera aussi une dimension sociale. Certes, nos réalisations sociales supportent avantageusement la comparaison avec celles de la CE, mais pas dans tous les domaines, loin de là. L'EEE nous permettra de

réaliser graduellement la libre circulation des travailleurs par la suppression des discriminations liées à la nationalité. Le droit de l'EEE va aussi nous permettre d'améliorer nos prescriptions sur la sécurité et la protection de la santé sur le lieu de travail, de progresser dans l'application du principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes. Le droit du travail, quant à lui, connaîtra certaines réformes, notamment en faveur d'une meilleure protection des travailleurs en cas de licenciements collectifs et de transfert d'entreprise.

Nous ne pouvons pas nous tenir à l'écart de l'Europe en construction. L'EEE nous y rattachera. Ce serait se tenir à l'écart que de ne pas accepter l'EEE et de lui préférer le retour à la politique d'intégration ponctuelle d'avant 1989, qui était d'ailleurs la seule possible à cette époque-là. Car, aujourd'hui, l'intégration communautaire a pris un élan tel qu'une approche ponctuelle ne pourrait plus suivre le mouvement accéléré de la CE. Seule une démarche européenne globale et structurée, comme celle de l'EEE, peut nous permettre de rester en adéquation avec une CE en passe d'achever la mise en place de son Marché unique par la réalisation des quatre libertés. Le cavalier seul n'est pas une solution d'avenir. Il nous faut une véritable politique d'intégration, c'est-à-dire une démarche fondée sur la solidarité, laquelle est d'ailleurs dans notre intérêt bien compris. Dans cette optique, l'EEE est une chance à saisir.

Imaginons un instant une Suisse qui aurait choisi la voie du cavalier seul, du repli sur soi. Où puiserions-nous la force d'entreprendre les réformes nécessaires? Où trouverions-nous la vision qui doit animer nos débats politiques?

Nous serions dans une situation d'isolement au milieu de l'Europe, seuls avec nous-mêmes, et dans une situation d'inconvénients économiques. Nos entreprises et nos concitoyens seraient confrontés à des difficultés d'accès au

marché communautaire, aux universités de la CE, à ses instituts de recherches, difficultés que les citoyens et les entreprises des autres pays d'Europe n'auront plus dès 1993. L'EEE nous permettra d'éviter cette situation.

Notre politique d'intégration a pour objectif constant la suppression des discriminations et des désavantages, principalement économiques, liés à notre situation d'Etat non-membre de la CE. Cet objectif de non-discrimination, nous l'aurons atteint grâce à l'EEE.

Bien entendu, notre ouverture à l'Europe ne se fera pas sans ajustements institutionnels internes. Les décisions prises dans le cadre de l'EEE le seront sous réserve de l'accomplissement de nos procédures nationales d'approbation.

#### Au sujet de l'objectif d'une adhésion à la CE

J'ai dit que la CE est en passe d'achever la réalisation du Marché intérieur. Mais, ce n'est pas tout. Elle s'est d'ores et déjà engagée dans une phase d'intégration, nouvelle, qui va bien au-delà et qui n'est pas comprise dans l'EEE. La CE est en effet engagée dans un processus de mise en place graduelle d'une Union économique et monétaire et d'une Union politique. Cette phase d'intégration nouvelle est aussi celle d'un futur élargissement de la CE à de nouveaux Etats: les négociations d'adhésion de l'Autriche et de la Suède pourraient commencer d'ici deux ans.

La CE va donc faire un nouveau saut qualitatif. Nous ne pouvons refuser d'en tenir compte. Raison pour laquelle le Conseil fédéral a pris une deuxième décision, à côté de celle d'accepter les résultats de la négociation EEE, celle de fixer comme objectif de notre politique d'intégration une adhésion à la CE. Sur cette question aussi, le peuple sera appelé en dernier ressort à se prononcer, le moment venu. Il y aura donc une deuxième votation sur l'Europe, plus tard,

après celle de décembre 1992 sur l'EEE. Le Conseil fédéral fournira les éléments d'appréciation nécessaires dans un rapport sur l'intégration qui sera soumis aux Chambres en même temps que le message EEE.

Voilà les objectifs, participation à l'EEE et adhésion, que le Conseil fédéral propose au pays. Ils sont clairs, ambitieux. Nous devons maintenant en débattre, peser le pour et le contre, mais pas de manière arithmétique: il faudra placer ces deux objectifs en perspective. Il faut nous demander quelle Suisse nous voulons pour l'avenir: une Suisse qui poursuivrait son chemin, comme si de rien n'était, en faisant abstraction de l'évolution de l'Europe qui l'entoure. Ou une Suisse ouverte à l'Europe.

La Suisse peut participer pleinement à la construction européenne sans se renier, sans rien abandonner de son identité nationale. Nos idéaux, qui ont fait la Suisse d'aujourd'hui, nous les trouverons aussi dans l'Europe. Car, les idéaux de la construction européenne - la liberté, la justice sociale, le pluralisme démocratique et la prééminence du droit - sont les mêmes que les nôtres. Ce que nous devons faire dans le grand débat européen qui s'annonce en 1992, c'est développer cette compréhension des convergences qui existent entre notre culture politique et les principes fondamentaux qui guident l'intégration européenne.

En conclusion, j'aimerais vous faire part d'une profession de foi, en souhaitant que vous la partagerez avec moi. Consciente des bouleversements profonds qui agitent notre continent et de la chance historique de contribuer à la réalisation de l'objectif de générations de penseurs en avance sur leurs temps, l'unité européenne, la Suisse, j'en ai l'intime conviction, saura se montrer digne de ses 700 ans d'histoire, en faisant les bons choix. Au lieu de se tâter les membres à la recherche de douleurs imaginaires ou d'ecchymoses réelles, notre pays doit

résolument contempler l'avenir dans les yeux. Ce renouvellement du serment du Grütli en faveur de la démocratie et de la solidarité, nous devons le faire avec l'ensemble de nos voisins européens. Intégrer la dimension européenne, c'est pour les Suisses de la fin du 20ème siècle l'occasion de se montrer dignes de leurs ancêtres de 1291. Les multiples rencontres que le 700ème m'a donné l'occasion d'effectuer nourrissent ma certitude que les femmes et les hommes de notre pays, jeunes et moins jeunes, sauront le moment venu faire la distinction entre leurs intérêts bien compris, car il s'agit après tout de cela, et les chimères que les prophètes du passé leur font miroiter. Si, selon l'adage, les généraux préparent toujours la dernière guerre, puissent les hommes politiques et le peuple suisses dans son ensemble ne pas se tromper d'avenir, en optant pour le passé. Vous pouvez en tout cas compter sur le Conseil fédéral, résolu de faire tout ce qui est en son pouvoir pour permettre à notre pays de prendre le bon wagon européen ... d'autant plus que ce train, vous le savez, sera lourdement chargé de tous les camions qui n'encombreront pas nos routes.

Je m'en voudrais, Mesdames et Messieurs, de terminer sans parler de la jeunesse, c'est-à-dire de celles et de ceux qui constituent l'avenir de notre pays. Les femmes et les hommes de ma génération sont appelés aujourd'hui à façonner, dans une large mesure, un pays qui sera un jour le leur. Cette lourde responsabilité ne doit pas nous paralyser, mais au contraire nous inciter à nous mettre à leur écoute et à intégrer dans nos décisions leurs souhaits et leurs rêves. Les jeunes nous ont parlé tout au long de cette année du 700ème. Ils nous ont dit leur espoir de vivre dans une société plus humaine et plus juste, de voir leur pays plus solidaire et plus ouvert. Un pays qui ne rêve plus est un pays qui se coupe de son avenir. Aussi, chers jeunes compatriotes, vous n'avez pas seulement le droit de rêver, mais vous en avez le devoir. La Suisse de demain aura la qualité de vos rêves d'aujourd'hui. Ma génération a besoin de ce levain comme elle a besoin de se rappeler sans cesse ses devoirs à votre égard.